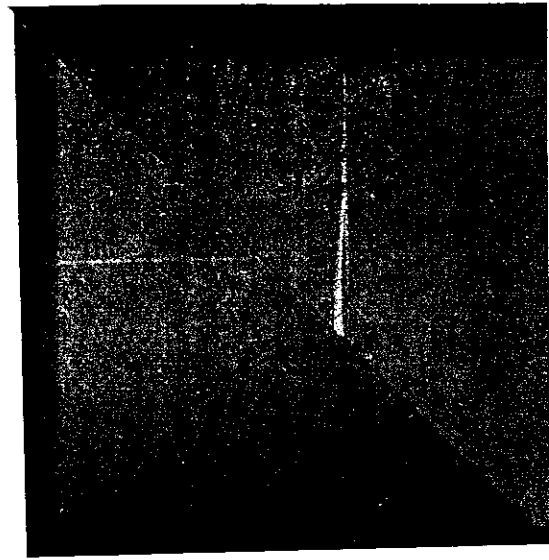


COPIE N° 289

NOTE 13/20

Observations:

- Une annonce de plan et un plan imprécis qui aboutissent à une succession d'idées juxtaposées.
- Manque d'exemples révélateurs de la situation du monde agricole en France.
- Le sujet de l'agroalimentaire, partie intégrante du monde agricole, n'est pas traité.
- Les perspectives d'avenir sont citées mais pas traitées (l'énergie verte, l'agriculture biologique... )



CONCOURS : externe de contrôleurs du Trésor

ÉPREUVE : d'admissibilité

OPTION : Composition française

DATE : 08/11/05

RÉSERVÉ  
AU CORRECTEUR

Code correcteur

Numéro de copie  
289

NOTE SUR 20

La vocation première de l'agriculture est de nourrir. Mais le modèle selon lequel une région ou un pays produit pour sa propre consommation est révolu. Nous entrons aujourd'hui dans l'ère de la mondialisation où aucun occidental ne s'étonne de trouver des poises et des litchis dans son supermarché à Noël. En ce début de troisième millénaire la place due au monde agricole pose donc question : avec le développement du commerce international les enjeux de sa mutation sont importants. A l'échelle de la France, de l'Europe ou du monde les effets de ces changements diffèrent et appellent des réponses appropriées de la part des décideurs.

En France, c'est un véritable bouleversement qui s'opère sur le monde rural depuis quelques années. Autrefois la ferme se transmettait de génération en génération. Elle faisait partie du patrimoine familial tout comme les savoir-faire nécessaires à son exploitation.

Aujourd'hui un exploitant agricole est un véritable chef d'entreprise qui doit diriger

à sa gestion des notions de rendement et de compétitivité. Non content d'étudier la marche à suivre pour l'entretien et le développement de son bétail ou de ses cultures, le candidat à la reprise d'une exploitation doit aussi se familiariser avec la gestion, la comptabilité et se tenir informé des nouvelles techniques (informatique, génétique...).

Le travail en Inde, les études de plus en plus longues et la profession souffre d'un réel déficit d'image : les jeunes qui se lancent dans la profession d'agriculteur sont de moins en moins nombreux.

Plusieurs mesures visent à protéger notre production ou ses acteurs, d'une concurrence toujours plus rude qui s'ajoute à ces difficultés. Pour mettre en avant certaines de ses spécificités, plusieurs labels ont été mis en place, tels que les Appellations d'Origine Contrôlée.

Face à une libération et à une mondialisation des échanges, accentuer les particularités et qualités de notre production est une solution. L'engouement pour la production Bio peut permettre

également le dévelop-  
pement de nouveaux  
marchés en même  
temps qu'il témoigne  
d'un attachement  
des Français à la  
terre, à l'authentique.

La place du monde  
rural en France doit

être là : profitant de son image pour  
s'imposer sur les marchés nationaux et  
internationaux.

Les agriculteurs français en sont conscients,  
leur survie doit également beaucoup à  
la Politique Agricole Commune. La France  
est en effet un des premiers pays bénéficiaire  
des subventions allouées par la Communauté  
Européenne.

Par une régulation des productions  
à l'échelle européenne en instaurant des  
quotas (pour la production laitière notam-  
ment) ou au contraire en subventionnant  
le développement de nouvelles cultures,  
les pays européens, avec la P.A.C.,  
font face ensemble à la concurrence  
internationale et à ses nouveaux défis.

Les moutons d'Australie concurrencent  
ceux d'Irlande, le vin californien porte  
ombrage à la production française ou  
italienne issue des mêmes cépages, les  
poissons asiatiques, moins chers, viennent  
remplacer sur nos marchés les espèces pêchées  
en Europe du Nord.

En coordonnant leurs actions, les Etats

membres se donnent les moyens de trouver leur place sur le marché des échanges.

Ainsi, les pays de l'Est nouvellement entrés dans "l'Europe des 25" vont pouvoir bénéficier à leur tour de cette politique commune et de ces aides.

Pour cet intermédiaire, entre autres, ils sentiraient de plein pied dans une économie libérale de laquelle ils étaient le plus souvent pour l'instant restés en marge. Le salut de l'Europe à leur agriculture doit pouvoir leur permettre de la rendre plus compétitive et peut-être plus raisonnée, pour qu'elle soit un socle solide de leur développement économique.

Cela c'est un rôle majeur que doit tenir le monde agricole aujourd'hui : être un des facteurs du développement économique d'un pays tout en lui assurant une majeure partie de ses besoins.

Ce rôle est actuellement loin d'être tenu dans beaucoup de pays du reste du monde. Dans les pays sans développement, la production locale est souvent bien loin d'assurer la subsistance de la population.

On assiste même fréquemment à un paradoxe : la production destinée à l'exportation plus rentable, elle prend le pas sur les cultures directement destinées à la consommation courante !

L'économie de marché soumet les contraintes du rapport offre / demande aux

produits exportables tels que le café ou le cacao dont les pays occidentaux sont grands consommateurs. Les conséquences en sont souvent dramatiques dans les pays dont ce sont les principales richesses, accentuant ainsi leurs difficultés.

Devant ce constat alarmant, les associations et Organisations Non Gouvernementales d'abord, suivies par certains gouvernements ont tiré la sonnette d'alarme. L'idée du commerce équitable s'est alors développée, dans le but de responsabiliser les consommateurs à toutes les échelles, en commençant par le particulier.

Les produits et magasins spécialisés qui se réclament du commerce équitable sont en plein développement: le consommateur qui s'y réfère sait que les marchandises achetées l'ont été dans le respect des producteurs, à un prix "raisonnable" leur permettant de poursuivre leur activité.

L'agriculture doit être en effet le vecteur d'échanges riches: aussi bien de produits (nous sommes toujours ravis de trouver des fruits exotiques à notre table), que de "services": du café offre une réelle opportunité de développement. Le développement et la libéralisation de son marché doivent pouvoir contribuer à son développement propre.

La mondialisation a été le facteur d'un bouleversement profond du monde.

agricole sur toute la planète : les échanges internationaux s'intensifient, avec lesquels il faut composer.

Plusieurs solutions coexistent pour s'imposer sur les marchés internationaux : mettre en avant sa singularité, faire alliance comme le font les européens ou imposer un code de "bonne conduite" ou laisser une place à chacun.

Le développement des échanges ayant soulevé des problèmes tels que celui de la vache folle, de la grippe aviaire ou des O.G.M., de nouveaux défis s'imposent qui nécessiteront une fois encore de faire alliance pour y faire face.